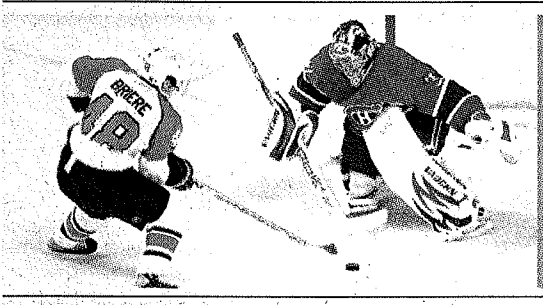
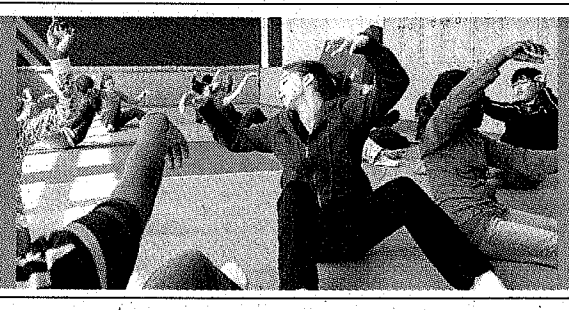


LE CANADIEN

Brière a apprécié le geste de Carbonneau

Page B 9



CULTURE

Un grand opéra fait par les petits

Page B 11

CAHIER B

ÉCONOMIE

Vue nocturne d'une raffinerie vénézuélienne. Le marché pétrolier mondial ne serait plus contrôlé par l'OPEP et les producteurs mais bien par les spéculateurs. JORGI

Les prix du brut ? C'est la faute du Nymex

CLAUDE TURCOTTE

«*Où va le prix du pétrole? Il ira très probablement là où la spéculation va le conduire. Pour l'instant, il est difficile de faire des projections.*» Voilà ce que lisait le 15 avril dernier Antoine Ayoub, professeur émérite à l'Université Laval et expert de réputation mondiale dans le domaine de l'énergie pétrolière, dans un colloque à Saint-Hyacinthe. En bon professeur qu'il est, il a en moins d'une heure brossé un tableau de la situation actuelle avant d'en arriver à sa conclusion: «*Le maître mot, c'est le Nymex.*»

Et qu'est le Nymex? C'est le New York Mercantile Exchange Inc., la plus grande foire d'échange de commodités au monde et le premier forum pour l'énergie et les métaux précieux. En mars dernier, la Bourse de Chicago s'est engagée à payer 9,4 milliards pour acquérir Nymex, ce qui donne une idée de toute la frénésie que peut susciter ce parquet. Pour sa part, M. Ayoub le décrit de la façon suivante: «*Le Nymex a été inventé en 1984 pour couvrir les risques des marchés pétroliers. Les gens qui y transigent ne connaissent rien au pétrole et causent des dommages. Ils investissent à la marge.*» En fait, poursuit le professeur, le marché pétrolier mondial n'est plus contrôlé par l'OPEP et la nature des marchés spéculatifs a changé.

En 2007, le prix du pétrole brut a bondi de 48 %. «*Il a continué d'augmenter à des sommets historiques. Ça peut continuer à monter ou dégringoler. Ça s'est déjà vu*», rappelle-t-il. Si le prix atteint 110 $ ici (c'était en avril), il faut savoir que les coûts de production de ce pétrole sont de 5 $ le baril en Arabie saoudite, de 15,20 $ pour les producteurs en mer du Nord et de 25 à 30 $ dans l'Ouest canadien. «*Un tel écart ne peut pas demeurer longtemps*», affirme M. Ayoub.

Depuis cette conférence, l'écart n'a fait que continuer de s'accroître. Hier, les cours du pétrole ont terminé à presque 126 $ le baril à New York, mais à un certain moment de la journée, le prix s'est rendu jusqu'à 126,25 $. En clôturant à 125,96 $, il a quand même établi un nouveau record. À Londres, le prix du pétrole de la mer du Nord a fait un bond de 10 $ en une semaine. Selon un analyste de New York, il faut attribuer à l'intérêt spéculatif une tranche de 25 à 30 $ du prix. On invoquait hier en particulier les tensions géopolitiques dans plusieurs zones de production, notamment au Nigeria et en Iran. Les prix d'hier portent sur du pétrole qui sera livré en juin, ce qui laisse bien sûr de fortes probabilités de répercussions à la pompe avant bien longtemps.

Des incertitudes exacerbées

Selon M. Ayoub, qui suit l'évolution de l'industrie

VOIR PAGE B 6: **PÉTROLE**

Quatre décen d'ascensio

Londres — Le baril de pétrole brut 126 $US hier pour la première fois de 2 $US en 1970.

Voici les dates-clés de quatre décen sion du prix du brut (en dollars de l'ép des tensions géopolitiques.

■ 1970: le prix officiel du pétrole saou 1,80 $US le baril selon les chiffres du mi cain de l'Énergie (DoE).

VOIR PAGE B 6: **PRIX**

Ottawa rejette la vente de MDA

FRANÇOIS DESJARDINS

Le gouvernement fédéral a confirmé hier ce qu'il avait déjà laissé entendre en avril, à savoir qu'il s'oppose formellement à l'acquisition de la société vancouvéroise MDA — exploitant du satellite *Radarsat-2* et propriétaire du «bras canadien» — par le spécialiste militaire américain Alliant Techsystems (ATK).

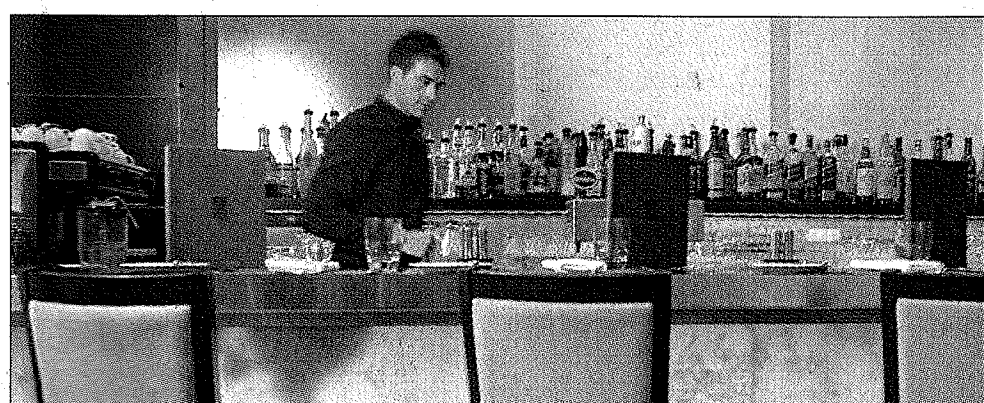
Le marché du travail résiste bien au Cana

Le Québec est la seule province à afficher une perte d'emplois en a

GÉRARD BÉRUBÉ

Le marché du travail en avril a continué de défier le ralentissement économique américain. Il s'est créé 19 200 emplois au Canada le mois dernier. La performance a cependant été fortement contrastée, avec le Québec ayant été la seule province à afficher une perte à ce chapitre alors que l'Ontario, pourtant au bord de la récession, comptabilisait de nouveau des gains.

Statistique Canada a souligné hier que l'économie canadienne avait inscrit un gain net de 19 200 emplois en avril. Il s'agit d'une hausse comparable à celle observée en mars, qui fait suite aux fortes augmentations calculées en début d'année. Sur 12 mois, la progression se chiffre à 348 000 emplois, soit un taux de croissance de 2,1 %.



ÉCONOMIE

opriétaire, un rêve qui semble irréalisable

Claude Chiasson

e suis une fidèle lectrice de vos articles dans Le Devoir *et j'aimerais bénéficier de vos conseils afin d'harmoniser la gestion de mon lle avec mes objectifs de vie. Je ne possède :pertise en finance, seulement un désir de gérer nt mon budget de manière cohérente avec mes r le futur. À première vue, je suis un peu ée. Je me questionne à savoir si les gens de ma n ont les mêmes possibilités et ouvertures sur ue la génération de mes parents.*
abord, je tiens à préciser que j'ai 26 ans et que je marché du travail depuis un e enseignante de cégep à temps un salaire annuel de 39 500 $, on 1970 $ nets par mois. J'ai la dernière année à payer mes ude et je n'ai aucune économie tif. Je vis dans le Bas-du-Fleuve ation m'oblige à travailler à 50 maison. Pour ce faire, j'ai un e location de voiture sur cinq ngendre des paiements de 260 $ auxquels s'ajoutent des frais de , d'entretien et d'assurance d'environ 270 $ par ue une maison 300 $ par mois. Je n'ai aucune e ou obligation financière.
n avenir rapproché, j'aimerais acheter une ur mettre fin au paiement de loyer qui, à mon npêche d'investir dans un capital tangible. Dans de Métis où je vis, les maisons convenables sont à 50 000 $ par la municipalité mais se vendent 000 $ et 150 000 $. Comme je l'ai mentionné je n'ai aucun actif pour faire une mise de fonds endosseur. Lors d'une visite dans une institution e, on m'a dit que mon pouvoir d'achat est de Dois-je rayer de ma pensée l'idée d'être un jour ire? Quels seront les impacts de cette décision ns, 20 ans, 30 ans?
rais également prendre ma retraite à 55 ans. oportion de mon salaire devrait être placée à ye? Où dois-je placer cet argent pour avoir le n de gains sans pour autant devoir m'en préoc- tidiennement?
ent devrais-je compartimenter mon porte- les objectifs sont-ils réalistes?
de vos conseils.

Vos placements $

nprends le désarroi des jeunes comme vous qui sont confrontés à une montée vertigineuse des prix des propriétés. Surtout si, comme vous, ils sont seuls et ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour construire leur pécule.

Pourtant, en vous y mettant et en établissant les bonnes priorités, accéder à la propriété demeure encore un rêve réalisable, surtout dans votre région où les prix me semblent beaucoup plus abordables que dans la région de Montréal.

La situation actuelle ressemble à celle que j'ai vécue au début des années 80. Gracieuseté d'une forte inflation dans les années 70, les prix des propriétés avaient explosé. Les propriétaires avaient le bon bout du bâton. Ils vous raccrochaient pratiquement la ligne au nez si vous osiez leur demander si le prix demandé était négociable. Avec mon faible salaire de l'époque, je ne pouvais guère envisager l'achat d'une propriété. Heureusement, en 1981 et 1982, confrontés à une inflation presque galopante, nos gouvernements et banques centrales ont été contraints de recourir à l'artillerie lourde. C'est ainsi que la Banque du Canada a durci sa politique monétaire, ce qui s'est traduit par une explosion sans précédent des taux d'intérêt. Ceux-ci ont grimpé à 16 % et plus, faisant basculer l'économie en récession et stoppant net l'inflation et la spéculation dans le secteur immobilier. En 1983 ou 1984, j'ai pu acheter un petit triplex à moins de 100 000 $. J'ai pu l'acheter, mais je n'avais pas les moyens à ce moment-là de l'habiter. Il me fallait louer tous les logements.

Aujourd'hui, je dirais que la situation est semblable pour les jeunes qui doivent compter sur leurs seules ressources financières pour acquérir une propriété. Les prix des propriétés ont tellement grimpé à Montréal qu'un million de dollars devient un pécule presque banal. Là-dessus, je n'ai pas de félicitations à faire aux banques centrales. C'est à cause des taux d'intérêt très bas des dernières années (entre 2001 et 2004) que les prix des propriétés ont tellement grimpé. Cette grande souplesse des politiques monétaires en Occident fait qu'aujourd'hui les risques d'un retour en force de l'inflation sont très présents. Cela dit, les jeunes peuvent au moins tabler sur des taux d'intérêt à la baisse et faibles, pour le moment du moins. Si l'inflation doit se montrer moins docile au cours des prochains trimestres, les taux d'intérêt amorceront une nouvelle remontée en 2009. Sauf que, vu la très grande fragilité de notre système financier (on a pu le constater avec l'actuelle crise financière), les banques centrales voient leur champ d'action passablement réduit en matière de hausses des taux d'intérêt pour les prochaines années.

Revenons maintenant à votre cas. La première chose à faire: établir un plan d'épargne systématique. Quiconque part de zéro et ne peut compter que sur lui-même doit d'abord épargner. Il vous faut ici épargner annuellement 15 % de votre salaire annuel. C'est là une grosse commande, surtout que vous participez probablement au régime de retraite de votre employeur.

L'autre chose à faire est de voir s'il ne vous serait pas possible de réduire les coûts de transport. L'utilisation de votre voiture vous coûte mensuellement 530 $, ce qui explique pourquoi votre banque estime votre pouvoir d'emprunt à seulement 60 000 $.

Je ne connais pas votre facteur d'équivalence permettant de déterminer votre cotisation annuelle maximale permise au REER. Mais voyez à effectuer ladite cotisation au REER chaque année. L'épargne excédant ladite cotisation viendra, quant à elle, meubler votre portefeuille hors REER, que vous transformerez à partir de 2009 (dans les limites permises de 5000 $ par année par personne) en compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Cette nouvelle créature annoncée par le gouvernement canadien dans son dernier budget aura pour effet de libérer de tout impôt, et ce pour la vie, toute somme inscrite dans un tel compte.

Vu votre jeune âge, tant pour le REER que pour les comptes hors REER, dont le CELI, la priorité doit aller aux actions, dans la mesure où votre horizon de placement sera d'au moins cinq ans. Là, les actions de quelques grandes entreprises versant de bons dividendes sont au menu. Vous limiterez cependant vos placements à trois entreprises œuvrant dans trois secteurs clés distincts de notre économie. Je vous recommande de vous inscrire à une bonne lettre financière pour choisir et suivre les quelques grandes entreprises dont vous accumulerez graduellement, toujours sur faiblesse des cours, les actions.

Si vous estimez être capable d'acheter votre propriété avant cinq ans, alors vos placements se limiteront à ce qu'il y a de plus pépère, soit les produits d'épargne facilement encaissables, tels que les dépôts à terme, les certificats de dépôt de trois ans ou moins et des obligations à terme à taux progressifs du Québec, qui sont encaissables une fois l'an, à leur date d'anniversaire sans pénalité.

Et, à propos du REER, vous verrez à réinvestir (et non à dépenser) les reports d'impôt résultant des cotisations annuelles au régime.

Selon le plan précédent, vous aurez accumulé au bout de cinq ans dans les portefeuilles REER et hors REER (le CELI ici) un pécule de 37 000 $ environ en supposant un rendement composé annuel de 6 %. Vous pourrez alors vous prévaloir du Régime d'accession à la propriété pour retirer les sommes requises de votre REER sans devoir payer l'impôt. Quant au CELI, vous pourrez retirer les montants désirés en tout temps, également affranchis de tout impôt.

Enfin, question d'améliorer votre capacité d'épargne, considérez la possibilité de réduire vos frais de transport en vous rapprochant de votre lieu de travail, qui est ici, je suppose, Rimouski. Vous réduirez ainsi de beaucoup les coûts d'essence et d'entretien et améliorerez du coup votre capacité d'emprunt pour une éventuelle propriété.

cchiasson@proplacement.qc.ca
Classe Internet: www.proplacement.qc.ca

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses reculent, le pétrole avance

La Bourse de Toronto a terminé en baisse hi titres énergétiques n'ayant pas répondu nouvelle flambée des cours du pétrole, tandis q places new-yorkaises glissaient elles aussi face à hausse et à la perte énorme annoncée par l'ass American International Group.

Sur les trois premiers mois de l'année, AIG a en tré une perte de 7,8 milliards $US, en raison de ne liards de dépréciations pour ses investissements les *subprimes*. Le groupe a également annoncé s tention de lever 12,5 milliards en faisant appel au ché. *«AIG a remis sur le tapis la crise du crédit»*, a qué Peter Cardillo, stratège au cabinet Avalon Par

L'indice S&P/TSX a chuté de 86,8 poi 14 521,19. L'indice termine toutefois la semai hausse de 240,91 points, ou 1,7 %, s'étant même ché, plus tôt cette semaine, à moins de 20 poi sommet historique atteint en juillet dernier.

Sur Wall Street, après un début de mois de m ne, la Bourse de New York devrait se concentrer maine prochaine sur le moindre signe d'une ag tion de l'inflation, avec un œil anxieux sur un m du pétrole que rien ne semble pouvoir arrêter.

Wall Street *«semble se battre pour revenir clair au-dessus du cap de 13 000 points pour le Dow Jo de 1400 points pour le SP 500, qui fonctionnent c des seuils de résistance temporaire»*, renchérit Fr Dickson, analyste de DA Davidson.

Après un mois d'avril très positif et trois sem consécutives de progression, le début du mois d se révèle plutôt terne. Sur la semaine écoulée, l'i vedette Dow Jones a reculé de 2,4 % pour ter hier à 12 745,88 points. L'indice Nasdaq, à forte posante technologique, a quant à lui abandonné à 2445,52 points, et l'indice élargi SP 500, 1,8 % clôturer la semaine à 1388,28 points.

La semaine prochaine

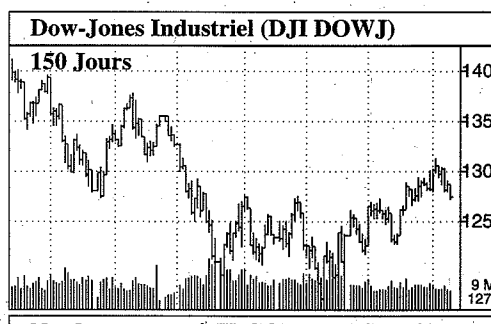
La semaine prochaine, les yeux seront tourné la consommation, avec le chiffre des ventes de dé tendu mardi. Toutefois, ce chiffre pour le mois d'a devrait pas vraiment ébranler le marché, qui comp un regain de la consommation au mai, quand les A cains dépenseront les chèques de rembourse d'impôts, qui ont commencé à être versés dans le du plan Bush de stimulation économique. Ce co pouce à la consommation pourrait davantage se re dans la première estimation de l'indice de confian consommateurs pour mai, publiée vendredi.

Mais l'attention des investisseurs se braquer tout sur l'évolution de l'inflation qui inquiète d en plus, avec des prix du pétrole qui s'envolen cesse à de nouveaux records. Sur la seule se écoulée, les cours du brut ont pris pas moi 10 $US, avec un nouveau record historiq 126,20 $US, hier en séance.

Enfin, la semaine prochaine se bouclera par d dices d'activité industrielle nationaux (pour av régionaux (régions de New York et de Philade pour mai. *«Cela va être des chiffres très importan ce sont les premiers chiffres d'activité pour mai. O chiffres d'inflation sont mauvais mais qu'il y a enc la croissance économique, l'inflation sera plus table»* pour le marché, juge M. Pado.

La Presse canadienne
Agence France-Presse

Dow-Jones Industriel (DJI DOWJ)



Nasdaq composé (X-COMP NASDAQ)

Aéroplan prévoit devenir une société par actions

i et demi après l'annonce du gouvernement ral visant la modification de la fiscalité des de revenu, le Fonds de revenu Aéroplan a e changer de structure pour devenir une so- actions.
n communiqué transmis hier matin, parallè- la publication de ses résultats du premier tri- e Fonds de revenu Aéroplan a expliqué que annonce du gouvernement fédéral en oc- 06, il n'a pas cessé d'examiner ses objectifs ues et d'envisager toutes les options dont elle e prévaloir à cet égard *«afin de maintenir une de capital efficace et de procurer un maximum aux détenteurs de parts»*.
ite de cette analyse, il a été déterminé que les ts en faveur d'un changement pour une struc- ciété étaient très convaincants, notamment en rait aux restrictions actuelles sur la propriété étrangère et à l'accès — meilleur avec une structure de société par actions — aux marchés des capitaux mondiaux pour du financement. Aéroplan croit aussi qu'un changement de structure lui offrira une flexibilité et des possibilités accrues pour saisir des occasions de croissance et d'acquisition attrayantes.

L'arrangement doit être approuvé par au moins les deux tiers des votes déposés par les détenteurs de parts lors d'une assemblée annuelle et extraordinaire des détenteurs de parts devant avoir lieu le 19 juin (et non le 2 juin comme il est mentionné dans le rapport annuel de l'entreprise). L'arrangement doit aussi recevoir l'aval de la Cour supérieure du Québec et toutes les approbations réglementaires nécessaires.

L'entreprise inscrira ses actions ordinaires à la Bourse de Toronto et des parts du Fonds seront radiées de la Bourse de Toronto une fois l'arrangement mené à terme.

Le Fonds, dans lequel Gestion ACE Aviation, la maison mère d'Air Canada, a une participation d'un peu moins de 10 %, s'attend à ce que la réorganisation, si elle est approuvée, devienne effective aux alentours du 25 juin prochain. Aéroplan a une structure de fiducie de revenu depuis qu'il a lancé son premier appel public à l'épargne en juin 2005.

Côté résultats financiers, le Fonds Aéroplan a annoncé hier qu'il avait réalisé un bénéfice net de 42,1 millions au cours du premier trimestre 2008 terminé le 31 mars dernier, en hausse par rapport à celui de 25,5 millions obtenu un an auparavant. Par part, le bénéfice est de 21 ¢, contre 16 ¢ un an plus tôt. Les revenus totaux de l'entreprise au premier trimestre de l'exercice en cours se sont élevés à 356,2 millions, contre 49,1 millions en 2007.

La Presse canadienne

Gestion ACE Aviation a enregistré une perte nette de 182 millions

ROSS MAROWITS

gression fulgurante des coûts du urant qui a matraqué l'industrie du t aérien retardera probablement la la participation majoritaire que

baisse par rapport à celle de 29 millions enregistrée un an plus tôt. *«Je suis particulièrement heureux de la performance d'Air Canada au premier trimestre»*, a dit aux analystes le directeur financier Brian Dunne.

ACE est une société de portefeuille

GRATUIT !

Trousse de logiciels d'analyse Boursière

Recevez sans aucune obligation, notre trousse de démonstration :

- 3 CD-ROM, 17 vidéos totalisant 152 minutes d'enregistrement ;
- Un cours d'analyse technique ;
- Le logiciel d'analyse technique Marketvisionplus ;

ÉCONOMIE

PÉTROLE

SUITE DE LA PAGE B 1

mondiale depuis des décennies, la structure de marché a changé et le marché spéculatif, le Nymex, a pour conséquence d'aggraver les incertitudes, qui sont suscitées tant du côté de l'offre que du côté de la demande. Du côté de l'offre, trois questions se posent. Le pic, c'est-à-dire le moment où la production annuelle dépasse les découvertes, c'est pour quand? Il y a 10 ans, il y avait des réserves pour 38 ans; en 2008, il y en a pour 42 ans. La situation semble donc s'améliorer. Mais le prix agit comme un signal de rareté, réelle ou supposée, précise celui qui a été le fondateur du Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.

Deuxième question: la capacité de production est-elle suffisante pour répondre aux fluctuations de la demande? Oui, répond l'expert. L'Arabie saoudite a en réserve une capacité de production additionnelle de deux millions de barils par jour. L'Irak en est pour sa part à deux millions par jour maintenant — il a déjà produit 4,5 millions de barils par jour.

Troisième question: la sécurité des approvisionnements est-elle menacée? *«C'est le sujet le plus important et le plus grave»*, répond M. Ayoub. D'une part, 62 % des réserves se trouvent dans les pays du Moyen-Orient et, d'autre part, il y a concentration de la consommation ailleurs, surtout aux États-Unis avec 25 % des achats de pétrole, dont la moitié est importée en bonne partie des pays du Golfe, mais aussi d'autres pays dont le Canada, qui compte pour 17,7 % des importations américaines. Évidemment, cette situation est *«un baril de poudre»* qui alimente la spéculation. Il y a cependant un point positif dans cette région, qui a connu dans le passé des situations très graves: elle n'a jamais cessé les livraisons de pétrole.

Par ailleurs, du côté de la demande, il y a maintenant la Chine, dont la croissance a augmenté de 17 % entre 2005 et 2006. Ce fut une période exceptionnelle, mais la spéculation s'est quand même emparé de ce fait pour l'amplifier. Une croissance de 9 % en Chine signifie aussi des achats de pétrole en hausse de 5 %. Au total, la Chine accapare présentement 9 % de la consommation mondiale. Toutefois, si la Chine atteint un niveau de développement semblable à celui des pays occidentaux, elle aura besoin de quatre fois plus de pétrole que les Américains. Dans ce cas, *«on frappe un mur et c'est une guerre pour les ressources. C'est le scénario le plus dramatique»*. En revanche, si la Chine augmente sa consommation plus lentement et que les États-Unis diminuent la leur, alors *«la situation devient gérable»*.

En outre, il y a désormais un bilan énergétique différent de ce qu'il était dans le passé. Le pétrole, qui comptait en 1973 pour 70 % du bilan énergétique au Québec, ne représente plus que 40 % de l'énergie consommée, à égalité avec l'électricité. Les énergies alternatives se développent. Nous avons le gaz naturel, l'énergie nucléaire, les éoliennes. Que faudrait-il faire de plus au Québec? se demande le conférencier. Il est convaincu qu'il faut réviser la tarification vers le haut et miser sur les technologies. *«Il faut un sentier novateur, mais je ne le trouve pas. Il y avait celui de la voiture électrique. Pourquoi ne pas axer nos efforts sur la recherche dans la voiture électrique?»*, lance-t-il en guise de solution à laquelle personne ne s'attendait dans la salle.

Le Devoir

PRIX

SUITE DE LA PAGE B 1

■ 1974: l'embargo de l'OPEP pendant la guerre du Kippour provoque le premier choc pétrolier. Le prix du baril importé par les raffineries américaines dépasse les 10 $US.
■ 1979: la révolution en Iran entraîne le deuxième choc pétrolier. Le baril dépasse les 20 $US.
■ 1980: la guerre Iran-Irak pousse le prix du baril au-dessus des 30 $US.
■ Fin septembre-début octobre 1990: courte incursion au-dessus des 40 $US le baril, avant la Guerre du Golfe.
■ Septembre 2001: le baril frôle les 30 $US la semaine du 11 avant de retomber. Il termine l'année sous la barre des 20 $US.
■ Mai 2004: le seuil des 40 $US est à nouveau franchi.
■ Septembre 2004: 50 $US. Le marché s'inquiète des approvisionnements en pétrole.
■ Juin 2005: 60 $US.
■ Fin août 2005: l'ouragan *Katrina* frappe la zone pétrolière du Golfe du Mexique. Le baril passe au-dessus de 70 $US.
■ 12 septembre 2007: le baril de *light sweet crude* dépasse les 80 $US, le marché s'inquiète de la fonte des stocks pétroliers américains.
■ 18 octobre: 90 $US.
■ 2 janvier 2008: le baril touche brièvement le seuil des 100 $US, sous l'effet des violences au Nigeria et dans la crainte d'une nouvelle baisse des stocks américains.
■ Mars 2008: après une pause, le baril recommence à grimper au fur et à mesure que s'affaiblit le dollar, atteignant 111 $US le 13 mars. Il retombe sous les 100 $US en fin de mois.
■ Avril 2008: dopé par la baisse des stocks américains, le statu quo de l'OPEP, la croissance chinoise et surtout la baisse du dollar, qui frôle les 1,60 pour un euro, le prix du brut repart en flèche.
■ Mai 2008: de nouvelles perturbations sur des sites de production au Nigeria ont finalement poussé le marché à faire tomber la barre des 120 $US le 5 mai.

Agence France-Presse

FINANCE

SUITE DE LA PAGE B 1

N'empêche, selon CIBC Marchés mondiaux, ils sont assis sur des liquidités de 45 milliards qui, dans un contexte plus accommodant, seraient normalement transformées en investissements boursiers. *«Malgré la remontée récente du marché boursier, les Canadiens conservent toujours des liquidités élevées, lesquelles, en termes réels, dépassent de 15 % le niveau élevé déjà enregistré en 2001»*, indique Benjamin Tal, économiste principal à Marchés mondiaux CIBC. À cette époque, la correction boursière avait duré six mois et provoqué un recul de 22 % de l'indice de référence américain S&P 500. L'économie américaine avait connu une légère et courte récession, qui avait précédé les attentats du 11 septembre 2001.

Par rapport à 1987, une période au cours de laquelle le degré d'aversion était d'environ 1,5 fois plus élevé que le niveau extrême actuel, *«la correction ayant suivi la débâcle d'octobre 1987 a duré deux mois, mais les investisseurs ont attendu jusqu'à 16 mois avant d'y réinvestir les liquidités considérables qu'ils avaient retirées. Pendant ce temps, le marché boursier a progressé de plus de 20 %. La même tendance a été observée en 2001»*, a ajouté M. Tal.

Le spécialiste a calculé que l'hésitation de 2001 avait coûté 30 milliards en manque à gagner pour les investisseurs, une situation susceptible de se représenter en 2008. D'autant qu'en évitant les titres pétroliers, les investisseurs mettraient leur portefeuille à l'abri de cette menace de correction boursière que pourrait engendrer l'éclatement de la bulle de l'or noir.

Pendant ce temps, donc, *«les liquidités détenues par les ménages canadiens augmentent maintenant au taux de 15 % d'une année sur l'autre, soit au rythme le plus élevé en plus de six ans. Mesurée tant en termes réels qu'en valeur nominale, la valeur actuelle des actifs liquides personnels atteint un sommet.»*

Cette peur du risque en Bourse, jadis l'apanage des investisseurs plus âgés, s'étend aujourd'hui à la strate des investisseurs plus «dynamiques». L'économiste s'étonne de voir que *«près de 40 % de la réserve de liquidités actuelle est détenue par des Canadiens âgés de 25 à 49 ans. Il s'agit d'une proportion deux fois plus élevée qu'en 2001»*.

Cette frilosité se traduit aussi par un retrait massif des fonds d'investissement en actions et par une forte progression des ventes de fonds du marché monétaire. *«Au cours des six derniers mois, les ventes nettes cumulatives de ce type de fonds ont augmenté huit fois plus que durant la même période l'an dernier.»*

Plus d'argent est également conservé dans les comptes bancaires. *«L'inquiétude suscitée par la volatilité du marché boursier a également amené les Canadiens à placer leurs fonds dans leurs comptes de chèques et d'épargne, dans lesquels les soldes progressent actuellement de plus de 7 % d'une année sur l'autre. Par ailleurs, on estime à 15 % la hausse annuelle des fonds investis dans les comptes de courtage.»*

Lorsqu'on sait les taux d'intérêt offerts par ces comptes et qu'on calcule ces taux après inflation et impôt...

MDA

SUITE DE LA PAGE B 1

puissent avoir pleinement accès à ces marchés. Il n'y a pas lieu que les difficultés d'accès au marché incitent les entreprises canadiennes à se tourner vers d'autres marchés», a dit le ministre Jim Prentice.

Un contrat

Du même souffle, Ottawa a offert à MDA hier un renouvellement de contrat avec l'Agence spatiale. Le contrat de quatre ans, qui porte sur des services de logistique et d'ingénierie de soutien pour la composante canadienne de la Station spatiale internationale, vaut 109 millions.

Pour Ottawa, qui dit ne pas voir *«l'avantage net»* pour l'économie canadienne, le blocage de la vente de MDA à ATK représente le premier refus d'une opération transfrontalière depuis l'adoption de la Loi sur Investissement Canada, en 1989. En 19 ans, Ottawa a examiné 1500 transactions.

Le 8 janvier, Alliant Techsystems, dont 60 % des ventes de 3,6 milliards $US proviennent de contrats avec l'armée américaine, a offert 1,3 milliard $US pour les activités aérospatiales de MDA. La vente a été approuvée par les actionnaires de MDA en mars.

Cependant, la transaction a immédiatement soulevé des questions, car *Radarsat-2* a été développé avec l'Agence spatiale canadienne grâce à 445 millions de dollars en fonds publics.

Le 10 avril, Alliant Techsystems a rendu publique une lettre reçue de M. Prentice deux jours plus tôt dans laquelle il formulait des réserves au sujet de la transaction.

«Je confirme ma décision initiale selon laquelle je ne suis pas d'avis que l'acquisition de la division des systèmes d'information de MDA proposée par ATK serait vraisemblablement à l'avantage net du Canada», a écrit hier M. Prentice. *«Les investissements étrangers jouent un rôle important dans l'économie canadienne.* [...] *Toutefois, lorsqu'une transaction d'envergure ne fait pas la preuve qu'elle serait à l'avantage net du Canada, elle ne peut être approu[...] sur Investissemen[...]*

Il n'est pas [...] bloquent des tr[...] actifs jugés stra[...] dernier, la Nou[...] fusé que l'Offic[...] du régime de p[...] achète une par[...] dans l'aéroport [...]

La vente de M[...] tawa dans une p[...] décembre, le [...] avait dévoilé la [...] comité devant [...] de sécurité nati[...] se des ventes [...] diennes à des in[...]

Et en octobre [...] avait prononcé [...] brant le rôle qu[...] *sat-2*, dont le lan[...] sous peu. *«Ce sa[...] protéger avec fer[...] neté dans l'Arctiq[...] re que l'intérêt de[...] ternationale à l'[...] augmente»*, avait [...]

Hier, MDA a [...] *«MDA poursui[...] faires à long term[...] croître ses activi[...] rendements pou[...]* a écrit l'entrepri[...]

L'action de [...] 3,5 %, à 40,15 $. [...] suggèrent depu[...] de vendre le ti[...] l'horizon de MD[...] considérableme[...]

L'avortement [...] saction signifie [...] caine ATK, basé[...] suiera des dom[...] collatéraux. Se [...] indiqué hier que [...] du quatrième tri[...] ront le poids d'u[...] pôts de 6,6 millio[...]

Les Travaille[...] l'automobile (T[...] tent des employ[...] tario et à Sainte[...] se sont réjouis [...] *«L'avantage cana[...] la robotique aéro[...] lites doit être ma[...] demeure compét[...]* a dit Dawn Cart[...] aérospatial aux T[...]

Le [...]

EMPLOI

SUITE DE LA PAGE B 1

7,3 % en mars. Ce recul *«a freiné la progression de l'emploi dans la province, l'emploi n'ayant augmenté que de 0,7 % (+27 000) par rapport au niveau observé il y a 12 mois»*, a noté Statistique Canada.

En Ontario — une province pourtant au bord de la récession qui subit durement le ralentissement américain — le nombre de travailleurs s'est accru de 12 200. Cette hausse a permis au taux de chômage de passer de 6,4 à 6,3 % entre mars et avril. Elle a porté à 2,2 % le taux de croissance de l'emploi dans cette province depuis avril 2007.

«Visiblement, le marché du travail semble tenir le coup, alors que les perspectives é[...] significativeme[...] cours des dernier[...] Benoit P. Duroc[...] senior au Mouv[...] a précisé que l[...] vices soutient p[...] seul cette vital[...] une *«croissance [...] de la demande in[...]*

À son tour, c[...] rieure s'en trou[...] progression de[...] tique Canada [...] *hausse sur 12 m[...] raires moyens s[...] en avril, soit un[...] légèrement infér[...] plus tôt dans l'a[...] pendant, d'un ta[...] rieur à la plus [...] l'indice des prix [...] (+1,4 %).»*

Le [...]

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Droits et Démocratie
Rights & Democracy

DIRECTRICE OU DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS

Relevant du président, le directeur(trice) des communications détermine une stratégie de communications et en assure la mise en œuvre. Cette personne dirige une équipe de 7 employés et participe à la gestion générale de l'institution.

Dix ans d'expérience de travail en communications et une excellente maîtrise du français et de l'anglais sont exigés.

Pour connaître les autres attributs requis et la description complète du poste, visitez notre site : **www.dd-rd.ca** (Qui sommes-nous, Emplois et Stages).

Date limite : le 16 mai 2008 à 17 h 00.

Veuillez soumettre votre dossier de candidature par courriel seulement à : **amlavoie@dd-rd.ca**

Association of Canadian Engineering Companies
Association des firmes d'ingénierie du Canada

Président et chef de l'exploitation

L'Association des firmes d'ingénierie du Canada (AFIC) est l'association nationale des firmes qui procurent des services d'ingénierie et d'autres services technologiques dans le domaine des environnements bâtis et naturels.

Le président et chef de l'exploitation de l'AFIC est chargé de

UNIVERSITÉ LAVAL

Première université francophone en Amérique, l'Université Laval est l'une des plus importantes universités du Canada. Activement engagée dans son milieu, elle offre un environnement de formation et de recherche de premier plan au cœur de Québec, ville du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Professeure, professeur
COMMUNICATION PUBLIQUE

DÉPARTEMENT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Un poste disponible pour l'enseignement aux trois (3) cycles et recherche dans l'un des trois (3) axes du département : les pratiques professionnelles, l'intervention sociale, les représentations et les discours publics.

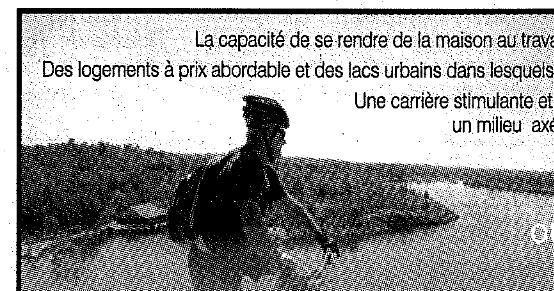
Date de clôture du concours : le 2 juin 2008
Date d'entrée en fonction : le 1er août 2008

www.com.ulaval.ca

L'Université Laval souscrit à l'exigence d'équité en matière d'emploi. Toutes les personnes compétentes sont encouragées à poser leur candidature, en particulier les femmes, les membres de minorités visibles et ethniques, les autochtones et les personnes handicapées. En accord avec les engagements du ministre de Citoyenneté et Immigration du Canada, cette offre est destinée en priorité aux citoyennes et aux citoyens et aux résidentes et aux résidents permanents du Canada.

www.ulaval.ca Visitez la section « postes offerts »

La capacité de se rendre de la maison au trava[...]
Des logements à prix abordable et des lacs urbains dans lesquels[...]
Une carrière stimulante et[...]
un milieu axé[...]



Bienvenue dans le Grand S[...]

Gestionnaire des Communications corporatives et des Services en français

Cette personne a[...] l'application de la Politi[...] français de la Ville app[...] municipal et fait [...] communauté francoph[...] une excellente maîtris[...] l'anglais parlés et écrits.

Commission [...] L'école publique, [...]

Entretien avec Antoine Ayoub

Pour un monde multipolaire

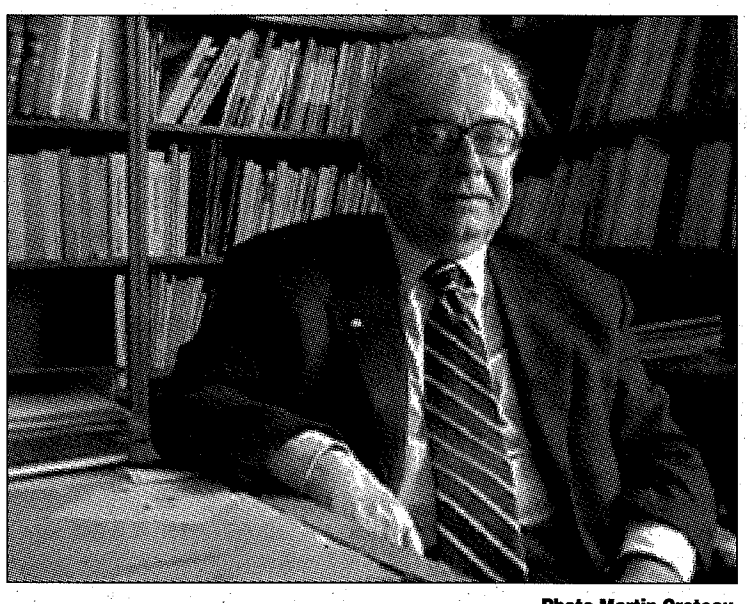


Photo Martin Croteau

Martin Croteau

Cité universitaire — L'émergence d'un système international multipolaire est essentielle à la création d'un monde pacifique. C'est ce que soutient Antoine Ayoub, professeur d'économie à l'Université Laval, et fondateur du Groupe de recherche en économie d'énergie, d'environnement et de ressources naturelles (GREEN).

Selon le professeur, qui a été décoré de l'Ordre de la Francophonie il y a deux semaines, les problèmes contemporains seront résolus par une approche multilatérale. «Il faut trouver un nouvel équilibre international pour remplacer l'équilibre bipolaire qui était maintenu pendant la guerre froide. À long terme, le monde ne peut rester unipolaire», a-t-il plaidé, en référence à la domination américaine de la scène internationale.

«Dans le cas irakien, une approche concertée autour de l'ONU et du Conseil de sécurité aurait été souhaitable», a-t-il déploré. Une position semblable à celle du gouvernement canadien.

Devant l'état actuel des relations internationales, M. Ayoub s'est dit «plutôt angoissé à court et moyen terme». Au sujet du conflit irakien, il s'est aussi montré critique. «Si les démocraties avaient fait leur possible pour aider la société irakienne, elles auraient certainement fait un travail plus durable que l'intervention actuelle», a-t-il affirmé.

L'Occident dépendant

Alors que la question du pétrole se retrouve au centre de plusieurs analyses du conflit irakien, M. Ayoub a précisé que la dépendance du monde occidental à l'or noir a diminué depuis le choc pétrolier de 1973. Dans le cas américain, il attribue le problème actuel à une réduction de la production et des réserves pétrolières, et surtout au conflit israélo-palestinien.

«Les États-Unis ont besoin d'un approvisionnement pétrolier sécuritaire, qui n'aurait pas été menacé sans les problèmes politiques sous-jacents. Par exemple, les plus grandes réserves du monde se trouvent au Moyen-Orient. Sans le conflit israélo-palestinien, je ne vois pas pourquoi il y aurait une insécurité d'approvisionnement», a avancé M. Ayoub.

Humanisme

Par ailleurs, le professeur s'est montré critique envers la théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington, qui semble trouver une actualité nouvelle avec l'opposition croissante entre les mondes occidental et oriental. Selon M. Ayoub, qui est d'origine syrienne et qui a complété ses études en France avant d'arriver au Québec, la pensée rationnelle permet d'infirmer cette «inquiétante» thèse.

Pénurie de logements sociaux

Et les locataires?

Marie-Christine Pota

Québec — Comme le taux d'inoccupation des appartements atteint 0,3 % cette année, plusieurs locataires ne réussiront pas à se trouver un logement pour le 1er juillet. Qu'arrivera-t-il donc à ceux qui se retrouveront dans la rue? L'Exemplaire s'est questionné sur le sujet.

Dans le contexte de la crise du logement, «la discrimination est monnaie courante de la part des propriétaires et les loyers montent en flèche», a rappelé Nicole Dionne, coordinatrice à la Coalition pour le droit au logement.

«Beaucoup de ménages seront sans-logis. Notamment ceux qui ont été dans l'obligation de déménager à cause d'une séparation ou même d'une éviction pour non-paiement de loyer», a fait remarquer François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Le faible taux d'inoccupation n'est donc pas de bon augure pour le 1er juillet 2003. Le conseil des ministres a adopté, début mars, un programme de mesures d'urgence de 3,2 M $ pour la ville de Québec. «Ce programme financera, entre autres, les services d'hébergement d'urgence ainsi qu'une aide pour trouver un logement et pour entreposer les meubles», a ajouté M. Saillant. Cette aide financière demeure toutefois insuffisante, ont lancé Mme Dionne et M. Saillant.

«Au lieu de construire des logements, la Ville devrait donner des allocations», a suggéré Michel Riverin, directeur de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ). «Beaucoup de ménages croient que s'inscrire sur une liste d'attente leur garantissent un logement social pour le 1er juillet, mais ils se trompent», a-t-il continué.

Pour éviter de revivre les mêmes désagréments que les années passées, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a lancé l'ordre aux groupes communautaires «de renouveler leurs baux», a indiqué Hubert de Nicolini, agent de recherche à la SHQ. Ce mot d'ordre n'empêchera pas certaines familles de se retrouver à la rue, juge Nicole Dionne.

«La meilleure solution, avant de se retrouver dehors, est d'avertir son propriétaire trois mois avant la fin du bail qu'on ne quitte pas le logement. Mais beaucoup seront encore sans logis et devront vivre temporairement chez la famille, les amis ou dans les hôtels», a estimé Guillaume Brien, coordonnateur à la Fédération régionale des coopératives d'habition du Québec.

Par ailleurs, les groupes communautaires continuent à se battre afin de faire entendre leurs revendications auprès de la Ville de Québec. «On lui demande de construire un peu plus de 3500 logements», a noté François Saillant. «La Ville devrait se doter d'une réserve foncière consacrée à l'habitation sociale», a fait valoir Mme Dionne.

Manque de main-d'œuvre à l'horizon

Marie-Pier Goyette

Québec — Même si le système d'éducation québécois forme plus de jeunes en sciences et technologies, des observateurs prévoient que la relève se fera rare dans les années à venir. Pour prévenir le problème, des moyens sont mis en place pour inciter les jeunes à se diriger vers les domaines de sciences et technologies.

À moyen terme, les conséquences du manque de main-d'œuvre spécialisée dans l'industrie scientifique et technologique seraient néfastes. «Si les départs à la retraite se font nombreux et si la relève spécialisée est rare, il y aura nécessairement une inéquation, ce qui enclenchera une pénurie de travailleurs», a indiqué Régis Labeaume, chargé de mission pour la Cité de l'optique de Québec.

«Les jeunes démontrent un faible intérêt pour les carrières scientifiques»

Alors, comment éveiller l'intérêt des jeunes aux sciences? «Il faut les intéresser et les encourager dès le primaire et le secondaire à choisir les mathématiques, la chimie et la physique», a soutenu M. Labeaume. Des séances d'information ont d'ailleurs été données dans les écoles primaires et secondaires de la région de Québec et de Chaudière-Appalaches, pour susciter l'intérêt des jeunes aux sciences.

Un moyen d'attirer les jeunes vers les secteurs scientifiques consiste à faciliter leur passage d'un programme technique vers l'université. «Par exemple, la technique en génie civil au Cégep offre aux étudiants la possibilité de poursuivre un baccalauréat à l'université dans leur champ d'étude, en ajoutant des cours d'appoint au DEC», a expliqué Guy Gendron, vice-doyen aux études et directeur d'ensemble à la Faculté des sciences et génie de l'Université Laval.

Des chiffres qui en disent long

Selon un rapport du Conseil de la science et des technologies (CST), 20,6 % des jeunes âgés entre 15 et 19 ans ne sont ni intéressés, ni informés des sujets liés aux sciences et aux technologies. Par ailleurs, 9,1 % se disent non intéressés, mais bien informés. «Ce sont des résultats qui préoccupent le CST, surtout lorsqu'on sait que les jeunes démontrent un faible intérêt pour les carrières scientifiques et technologiques», a précisé Hélène Tremblay, présidente du CST.

Un avis concernant la relève en sciences et technologies sera publié à la fin 2003, à la suite d'une étude réalisée par le CST cette année. L'enquête fera la lumière sur la question du manque de travailleurs dans ce secteur de l'économie.